

Distr.
GÉNÉRALE

CES/AC.68/2000/14
10 février 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'EUROPE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
(OCDE)

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS
EUROPÉENS

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES (EUROSTAT)

Réunion commune CEE/EUROSTAT/OCDE
sur la comptabilité nationale
(Genève, 26-28 avril 2000)

UN NOUVEL INVENTAIRE DES ACTIFS FIXES AU ROYAUME-UNI

Communication sollicitée émanant de l'Office for National Statistics du Royaume-Uni*

INTRODUCTION

1. L'objet de la présente communication est d'expliquer pourquoi l'Office for National Statistics du Royaume-Uni (ONS) a décidé de commencer à collecter directement auprès des entreprises des données sur le stock de capital, de rendre compte des méthodes utilisées pour ce faire, de présenter les problèmes rencontrés jusqu'à présent et les solutions possibles et, enfin, de montrer comment nous prévoyons d'utiliser les données recueillies en complément de celles obtenues par la méthode dite de l'inventaire permanent (MIP).

POURQUOI UNE TELLE ENQUÊTE ?

Problèmes de la MIP

2. Au Royaume-Uni comme dans la plupart des pays, la méthode dite de l'inventaire permanent (MIP) est la seule source d'estimation du stock de capital. Théoriquement, la MIP devrait donner des résultats précis. Pour dire les choses simplement, il s'agit d'un modèle

* Établie par M. Paul West.

qui ajoute les nouveaux investissements à ceux qui existent déjà, soustrait les actifs en fin de vie et exprime les résultats sur une base de prix commune. Toutefois, dans la pratique, comme toute démarche reposant sur un modèle, cette méthode ne peut être plus précise que les données qu'elle utilise. Pour donner de bons résultats, la MIP requiert des données fiables sur les investissements et des informations de qualité sur la durée de vie des actifs. S'il a toujours été possible de collecter des chiffres suffisamment précis sur les dépenses d'équipement des entreprises, il n'est en revanche pas si simple d'obtenir et de mettre à jour des informations sur la durée de vie des différents types d'actif. Au Royaume-Uni, les observations concernant la durée de vie des actifs sont ponctuelles, et les études ont montré qu'il ne serait pas possible d'enquêter sur ce point, la plupart des entreprises n'étant pas en mesure de fournir les informations nécessaires. En fait, la durée de vie des actifs évolue avec le temps, parfois de façon très soudaine. Nous devons donc suivre de près cette évolution.

3. La soudaineté des changements de durée de vie des actifs peut s'expliquer par de multiples raisons, mais l'expérience récente du Royaume-Uni a mis en évidence deux facteurs particulièrement pertinents :

a) Premièrement, le ralentissement de l'activité économique observé au début de l'année 1992 a provoqué des liquidations d'entreprises volontaires ou forcées. Lorsqu'une entreprise est mise en liquidation, il est probable qu'une partie, voire la totalité, de ses actifs fixes sera mise au rebus prématurément. Les créanciers tentent, bien évidemment, d'en tirer le meilleur prix, mais dans la pratique, ils ne peuvent le plus souvent que vendre à la ferraille des biens qui auraient encore pu servir pendant des années. En 1975, lorsque le modèle révisé de la MIP a été introduit, on a recensé 1 275 liquidations volontaires ou forcées dans l'industrie manufacturière du Royaume-Uni; en 1992, le chiffre correspondant était de 5 449, et celui des liquidations dans l'ensemble des branches d'activité de 24 000, contre 5 400 environ en 1975. Par ailleurs, en période de difficultés économiques, de nombreuses grandes entreprises ferment des usines et, trop souvent, vendent en gros les actifs mis au rebus. Les hypothèses relatives à la durée de vie des actifs, sur lesquelles repose la MIP, ne tiennent pas compte de ces mises au rebus prématurées.

b) Deuxièmement, la fiabilité de la MIP est amoindrie par la rapidité de l'évolution technologique. Cet autre élément imprévisible conduit aussi à mettre des actifs fixes au rebus plus tôt que prévu. Il est beaucoup plus difficile de mesurer l'ampleur de ce phénomène, mais le processus d'automatisation n'a cessé de s'amplifier et de s'accélérer ces dernières années et il continuera très certainement sur cette même voie à un rythme imprévisible. Ainsi, les entreprises ont acquis des installations et du matériel toujours plus perfectionnés, ce qui a, là encore, conduit à liquider des actifs plus tôt que prévu.

4. Du fait de ces bouleversements, la MIP a, selon notre expérience, entraîné une surestimation du stock de capital de l'ordre de 10 % dans certaines branches d'activité. Le degré d'erreur varie en fonction des catégories d'actif. C'est dans la mesure du patrimoine immobilier que la MIP est particulièrement fiable, alors que les marges d'erreur les plus importantes concernent les installations et équipements et surtout le parc informatique.

Recherches menées par le National Institute for Economic and Social Research

5. En raison des doutes quant à la fiabilité des estimations et du manque de sources de données évidentes permettant de corriger la situation, nous avons demandé au National Institute for Economic and Social Research (NIESR) d'étudier le problème et de proposer des solutions. Dans un article paru dans la *National Institute Economic Review*¹, le NIESR a synthétisé les conclusions de ses travaux. En résumé, il confirmait l'inexactitude probable des dernières estimations obtenues par la MIP. Il recommandait surtout qu'une étude de faisabilité soit menée pour déterminer s'il était possible de collecter les données sur le stock de capital directement auprès des entreprises; en fonction des résultats de cette étude de faisabilité, il convenait de réaliser une enquête de référence approfondie destinée à déterminer la valeur et l'âge du stock de capital. L'Institut proposait de compléter chaque année les données de référence en y incorporant des informations relatives aux biens d'équipement mis au rebus.

Décision de réaliser une enquête

6. Certes, le NIESR nous a fourni des informations de nature à nous aider à évaluer les corrections à apporter pour compenser les imprécisions du passé dans l'estimation de la durée de vie des actifs, mais nous avons considéré que l'approche la plus radicale, celle qui consistait à recueillir directement les informations auprès des entreprises, représentait probablement la meilleure solution à long terme. En effet, il était vraisemblable que des changements de même nature se reproduiraient et que nous ne pourrions que tenter de nous y adapter rétrospectivement. Nous avons donc décidé d'aller de l'avant avec l'étude de faisabilité.

Étude de faisabilité : objectifs

7. Lorsque nous avons entrepris cette étude, nous avons pleinement conscience de nous aventurer en terrain inconnu et nous savions que notre façon de mener l'enquête et les questions que nous poserions pouvaient évoluer au fur et à mesure de l'étude. L'objectif de l'étude a été défini comme suit :

a) Déterminer si les registres des éléments d'actif contenaient sous une forme immédiatement accessible les informations suivantes :

Une description de chaque actif suffisamment détaillée pour pouvoir le replacer dans la grande catégorie dont il est issu.

Le coût historique de chaque actif (au moment de son acquisition).

La date de l'inscription à l'actif.

La durée de vie des différentes catégories d'actif.

¹ David Mayes et Garry Young, "Improving the Estimates of Capital Stock", *National Institute Economic Review*, Londres, février 1994.

- b) Établir si les entreprises seraient prêtes à fournir ces renseignements volontairement ou si une enquête détaillée devrait être rendue obligatoire.
- c) Estimer les coûts de mise en œuvre qui devraient être supportés par les entreprises.
- d) Mieux connaître la politique des entreprises en matière d'inscription à l'actif, en déterminant, par exemple, ce qui est inclus ou exclu de leurs registres.
- e) Déterminer s'il existe des informations susceptibles de donner lieu à de nouvelles estimations de la véritable durée de vie des actifs.

Étude de faisabilité : résultats

8. Les enquêteurs se sont rendus dans 212 entreprises au cours d'une période de six mois. Les principales conclusions de l'étude sont les suivantes :

- a) Suffisamment d'entreprises fournissent assez d'informations pour permettre une enquête par sondage approfondie. Ces informations sont le plus souvent accessibles sous forme de registre informatisé des éléments d'actif qui fait apparaître chaque actif en possession de l'entreprise, la date de son acquisition et son coût d'origine.
- b) Il existe un lien direct entre la taille d'une entreprise, mesurée par le nombre de salariés, et les informations disponibles. À en croire cette conclusion, les entreprises composées d'une seule entité employant moins de 100 personnes devraient être exclues de toute enquête rigoureuse, alors que celles qui emploient entre 101 et 300 personnes devraient faire l'objet d'un échantillonnage séparé moins dense. Il en découle que certains secteurs d'activité, formés d'une multitude de petites entreprises, seraient aussi exclus. Cela est particulièrement vrai pour les activités de services telles que la publicité.
- c) Seules 15 entreprises conservaient des informations concernant les actifs éliminés. En d'autres termes, il n'est pas possible d'obtenir directement auprès des entreprises des informations suffisamment nombreuses et significatives pour pouvoir estimer la durée de vie réelle des actifs. La période utilisée par les entreprises pour amortir complètement un actif n'est pas pertinente car elle est liée à des considérations fiscales et n'est pas un indicateur véritable de la durée de vie escomptée du bien.
- d) Hormis certaines exceptions négligeables, la politique d'inscription à l'actif diffère peu d'une entreprise à l'autre.

Étude de faisabilité : problèmes découverts

9. Le principal problème révélé par l'étude n'a pas été la rareté des informations, mais, au contraire, leur surabondance. Les registres inspectés contenaient en moyenne de 7 000 à 10 000 entrées distinctes, mais nombreux étaient ceux dont le nombre d'entrées était en fait beaucoup plus important. Il n'était pas rare de trouver des registres comportant plus de 20 000 entrées, et le registre le plus volumineux que nous avons trouvé en comportait 1,6 million, pour une valeur totale de 26 milliards de livres. Il était évident que le coût d'une inspection en personne d'un tel volume de données, de l'extraction d'un échantillon

et du traitement des résultats aurait tout simplement été prohibitif, et qu'à moins de trouver une solution à ce problème particulier, il était impossible de poursuivre dans cette voie.

Décision d'étudier la possibilité d'une enquête par courrier

10. Dans certains cas, l'étude a montré que les entreprises, et plus particulièrement celles qui disposaient de très nombreux actifs, consignaient leurs registres sous forme résumée. Ces résumés indiquaient, pour chaque année d'acquisition, le coût historique total de chaque type d'actif. Cette réalité nous a conduits vers une éventuelle solution au problème de la surabondance de données. Si les entreprises pouvaient nous fournir des informations de ce type sur disque, nous disposerions de tous les éléments nécessaires pour produire des estimations du stock de capital aux coûts historiques. Les indices de prix pourraient alors être utilisés pour calculer les coûts de remplacement pour l'année en cours ou pour toute autre année de référence.

11. Ce procédé permettrait d'éviter le coûteux travail de sélection et de traitement d'un échantillon obtenu à partir d'un registre complet et les informations pourraient être collectées par courrier, sans qu'il soit nécessaire de se rendre auprès des répondants. Par ailleurs, si une entreprise n'était pas en mesure de fournir les informations au format souhaité, elle aurait toujours la possibilité de nous fournir sur disque l'intégralité de son registre des éléments d'actif, que nous pourrions nous-mêmes traiter et résumer.

12. Avant de nous mettre à l'œuvre, nous nous sommes assurés auprès des fabricants des progiciels de registres des éléments d'actif les plus couramment utilisés que leurs produits permettaient bien d'obtenir l'information désirée. Nous avons obtenu les assurances souhaitées auprès à la fois des fabricants et d'un certain nombre d'utilisateurs des progiciels. Il a donc été décidé d'établir un questionnaire et de réaliser une enquête pilote à petite échelle pour tester le système.

Enquête pilote

13. Les objectifs de l'enquête pilote (menée de septembre à décembre 1995) étaient les suivants :

- a) Confirmer les conclusions de l'étude de faisabilité;
- b) Tester la conception du formulaire et s'assurer qu'il soit bien accepté par les entreprises;
- c) Évaluer les ressources nécessaires et les coûts de mise en œuvre;
- d) Évaluer le taux de réponse;
- e) Comparer, pour un secteur donné, les résultats à ceux obtenus par la MIP;
- f) Identifier les problèmes.

14. L'échantillon de 65 entreprises se composait de 45 entreprises du sous-secteur 34 de la Standard Industry Classification (SIC) de 1980 (génie électrique et électronique), pour permettre une comparaison avec une estimation correspondante réalisée par la MIP, et d'autres entreprises

des secteurs de la vente au détail, de l'assurance, de la banque, des transports et des télécommunications, ce qui permettait d'identifier les problèmes propres aux entreprises de services. L'enquête n'était pas obligatoire et le taux de réponse a atteint 44,6 %.

15. Les conclusions de l'enquête pilote ont été positives et ont confirmé celles de l'étude de faisabilité. Il est apparu que la plupart des entreprises étaient en mesure d'agréger les coûts des catégories d'actif par année et de saisir les informations nécessaires dans un format informatique réutilisable. Les coûts incombant aux entreprises et à l'ONS se sont avérés acceptables. Le volume de données collectées a été insuffisant pour permettre une analyse détaillée, mais il a semblé conforme à nos prévisions. Toutefois, la faiblesse du taux de réponse a montré que l'enquête devait être rendue obligatoire.

16. En conséquence, il a été décidé de procéder à une enquête en grandeur réelle pour établir une référence évolutive. Cette enquête devait permettre de recueillir des données sur les coûts historiques par branche d'activité au cours d'une période de quatre ans, puis le processus devait recommencer du début. D'autres priorités ont toutefois retardé l'enquête qui n'a en réalité commencé qu'au mois de juillet 1999.

FORME DE L'ENQUETE

Qui est concerné par l'enquête et pour quelles raisons ?

17. Nous souhaitons sélectionner des secteurs d'activité dotés d'un stock de capital important. L'enquête pilote et les données provenant de l'enquête trimestrielle sur les dépenses d'équipement (Capex) ont montré que les dépenses d'équipement étaient bien plus élevées dans le secteur manufacturier que dans celui des services. Nous avons décidé de commencer par enquêter auprès des entreprises du secteur manufacturier.

18. Le nombre de salariés a été préféré au chiffre d'affaires comme variable auxiliaire pour l'estimation, car les données de la Capex font apparaître un lien plus marqué entre les effectifs et les dépenses d'équipement. Cela est particulièrement vrai dans certains secteurs de services, où les entreprises (informatiques par exemple), malgré des effectifs et des dépenses d'équipement réduits, peuvent avoir un chiffre d'affaires très élevé. Cela nous a confortés dans notre intention de privilégier les entreprises manufacturières.

19. Les considérations ultérieures s'imposaient d'elles-mêmes. Les questionnaires peuvent différer légèrement d'un secteur à l'autre. Il était donc plus simple de contacter un petit nombre de branches d'activité à la fois, mais avec un questionnaire unique. Nous avons donc décidé de commencer notre enquête évolutive au début du secteur manufacturier suivant la Standard Industry Classification (SIC) de 1992, correspondant à la NACE (Rev.1). En conséquence, les divisions 15 (industries alimentaires) et 16 (industrie du tabac) ont été choisies comme point de départ.

Plan d'échantillonnage

20. Des éléments peu significatifs laissaient entendre que pour une enquête de ce type, il n'était pas utile de procéder à un échantillonnage des entreprises dont les effectifs étaient inférieurs à un certain seuil. Les entreprises ont été visitées dans le cadre de l'étude de faisabilité et il est apparu

que, le plus souvent, les petites entreprises ne conservaient pas de registres informatisés de leurs éléments d'actif, ce qui ne leur permettait pas de se conformer aux besoins de l'enquête. Il a donc été décidé, dans un premier temps, d'établir un seuil en fonction du nombre de salariés, en deçà duquel les entreprises seraient exclues du sondage. Après avoir envisagé plusieurs chiffres, nous nous avons retenu le seuil de 100 salariés. Pour les branches que nous avons choisies, nous disposions ainsi d'une base de sondage de 792 entreprises, représentant 10 % de la population, mais 85 % des dépenses d'équipement de la branche.

21. Nous avons ensuite dû choisir la taille de l'échantillon et le plan de sondage compte tenu de nos ressources. Sur cette base, notre plan devait se rapprocher de la stratification suivante pour obtenir un échantillon de quelque 250 entreprises :

1 000 et plus - sélection de toutes les unités (première strate)

de 500 à 999 - sélection d'une unité sur trois (deuxième strate)

de 100 à 499 - sélection d'une unité sur cinq (troisième strate).

La méthode de Neymann a été employée pour affiner le plan et constituer un échantillon de 254 entreprises, de dimension raisonnable compte tenu de nos ressources et de notre calendrier.

Élaboration du formulaire

22. Le formulaire de l'enquête pilote, légèrement modifié, a servi de base pour celui de l'enquête en grandeur réelle. Le formulaire est essentiellement une fiche descriptive, car les réponses doivent être retournées sous forme électronique, sur une disquette fournie. Il a été décidé de simplifier le formulaire au maximum et de laisser au répondant toute latitude pour établir ses réponses. Une lettre d'accompagnement expliquant l'objet de l'enquête a été jointe au formulaire. Le formulaire est reproduit en annexe à la présente communication.

Estimation et imputation

23. Il a fallu mettre au point des méthodes d'estimation et d'imputation pour traiter les unités non prises en compte dans l'échantillonnage et les non-réponses, partielles ou totales.

24. Nous utilisons une estimation par quotient globale pour l'ensemble des strates échantillonnées, y compris les entreprises de moins de 100 salariés. Comme indiqué précédemment, le seuil de l'effectif a été fixé après que l'enquête pilote eut montré que les entreprises employant un petit nombre de personnes ne disposaient pas toujours de registres informatisés. Les données obtenues dans le cadre de l'enquête sur les dépenses d'équipement font apparaître des dépenses d'équipement comparables au regard des effectifs pour chaque strate. Il semble donc raisonnable de réaliser des estimations en retenant le nombre de salariés comme variable auxiliaire. Nous vérifierons toutefois ces hypothèses à une date ultérieure, en sélectionnant des entreprises qui comptent moins de 100 salariés. La formule ci-après synthétise toutes les estimations, y compris celles qui concernent les entreprises de moins de 100 salariés, qui ont été exclues du sondage.

$$\hat{T} = \frac{\sum_h \sum_k \frac{N_h}{n_h} y_k}{\sum_h \sum_k \frac{N_h}{n_h} x_k} \cdot \sum_{\substack{\text{strate} \\ \text{échantil-} \\ \text{lonnée}}} \sum_U X + \sum_{\substack{\text{première} \\ \text{strate}}} y_k \quad \Sigma$$

où :

y_k = réponse élémentaire

x_k = variable auxiliaire de l'unité ayant répondu

N_h = nombre d'unités de la population dans la case h

n_h = nombre d'unités ayant répondu au sondage dans la case h

$\sum_{\substack{\text{strate} \\ \text{échantil-} \\ \text{lonnée}}} \sum_U X$ = somme de la variable auxiliaire dans la population de l'ensemble des strates échantillonnées et dans la strate 0-99

Total = estimation réalisée à partir des unités échantillonnées + somme des unités de la première strate (y compris les données reconstituées)

25. Lorsqu'une imputation est nécessaire en cas de non-réponse dans la première strate, nous utilisons la variable auxiliaire comme lien.

$$Lien = \frac{1}{m} \sum \frac{y_k}{x_k}$$

où m correspond au nombre d'unités ayant répondu. Si possible, nous procédons à une imputation à l'intérieur des différentes cases.

PROBLÈMES RENCONTRÉS

26. La plupart des problèmes rencontrés sont liés à la difficulté, voire parfois à l'impossibilité pour certaines entreprises de fournir les informations dans le format désiré. Les raisons à cela sont diverses :

- **Systèmes informatiques.** Certaines entreprises estiment que leurs systèmes offrent une grande souplesse dans la façon de fournir des données et n'éprouvent aucune difficulté à se conformer au format désiré. Malheureusement, beaucoup trouvent que leurs systèmes comportent des options prédéfinies qui ne leur permettent pas de se conformer au format que nous demandons. Pour répondre à notre demande, certaines ont dû nous envoyer des registres des éléments d'actif sur papier ou à l'état brut sur support informatique, demander à leurs services informatiques d'établir des rapports sur mesure, ou parfois même faire appel à des informaticiens pour interroger leurs systèmes de comptabilité.

- Structure des entreprises. Nos hypothèses fondées sur l'enquête pilote ne sont pas toujours confirmées pour ce qui est de la taille des entreprises. Lorsqu'une grande entreprise fournit des données relatives à plusieurs sites, des problèmes peuvent se poser pour faire la synthèse de ces données (a fortiori lorsqu'elles ont été produites par des systèmes différents).
- Certaines entreprises ne conservent pas les données sous la forme dont nous aurions besoin. Par exemple, elles ne distinguent pas les bâtiments des terrains, ou enregistrent les logiciels dans la même rubrique que les équipements et machines.
- Certaines entreprises ne disposent pas de registre informatisé des éléments d'actif ou n'enregistrent pas l'année d'acquisition. Les entreprises n'ont pas nécessairement besoin d'enregistrer l'année d'acquisition de chaque bien pour établir leur bilan et certaines s'en passent effectivement. Elles sont peut-être en possession des informations dont nous avons besoin sur papier, avec les factures, mais il serait inacceptable de leur demander de passer des semaines à compulser leurs dossiers. Ce problème nous a été signalé par une dizaine d'entreprises.
- Les non-réponses (ou les réponses partielles) sont courantes en cas de restructuration. En règle générale, les données sont disponibles au format voulu à partir d'une certaine date, mais avant la fusion de deux entreprises ou l'installation d'un nouveau système informatique, elles ne sont parfois disponibles qu'en bloc, sans ventilation par année d'acquisition. En pareils cas, il est possible de traiter les données les plus anciennes et de les réévaluer, comme nous le faisons dans le cas des bâtiments.

CONCLUSIONS

27. Fin 1999, le taux de réponse était d'environ 63 %, mais des réponses continuent de nous parvenir. Au moment de la rédaction de la présente communication, aucune donnée effective n'était encore disponible, mais nous espérons que lorsqu'elle sera présentée, nous serons en mesure de montrer comment les résultats obtenus par sondage direct diffèrent de ceux résultant de la MIP.

28. Nous avons tiré un certain nombre d'enseignements. Nous avons pratiquement traité ce premier groupe de branches d'activité comme s'il s'était agi d'une enquête pilote. Nous avons découvert que nous devons clarifier certaines parties du questionnaire. Certaines entreprises font figurer les travaux en cours dans leur bilan et nous devons, à l'avenir, indiquer clairement qu'il convient de les exclure. La position vis-à-vis des baux fonciers et immobiliers de longue durée doit également être précisée pour éviter les doubles comptages. La méthode et la structure de l'enquête feront l'objet d'un examen constant, et des modifications pourront y être apportées en fonction de notre expérience.

COMMENT LES DONNÉES SERONT-ELLES UTILISÉES ?

29. Nous comptons utiliser les données de l'enquête non en remplacement, mais en complément des données obtenues par la MIP. Lorsque les données au coût historique de chaque génération d'actifs seront disponibles, notre première tâche sera de les ramener à une base commune (aux prix courants ou aux prix constants de 1995). Nous devons pour cela utiliser les indices de prix

actuellement employés dans notre modèle fondé sur la MIP. Ces indices reposent sur les indices implicites de correction des prix de la formation brute de capital fixe pour les installations et les machines dans chaque branche d'activité, sur un indice des prix d'acquisition des bâtiments et sur des indices de prix distincts pour les véhicules.

30. Une fois ce travail accompli, nous entendons utiliser les nouvelles données pour chaque branche d'activité au fur et à mesure de leur disponibilité, non seulement comme la meilleure estimation du stock de capital dans la branche considérée, mais aussi pour affiner nos hypothèses quant à la durée de vie de ses installations et machines. Ces nouvelles hypothèses resteront en place jusqu'à ce que la branche considérée fasse l'objet d'un nouvel échantillonnage et la MIP sera utilisée dans l'intervalle. Pour réviser la durée de vie des actifs, nous partirons du principe que seule cette variable doit être modifiée et que les données sur les investissements sont fiables. Nous travaillons actuellement à la modernisation du logiciel utilisé pour mettre en œuvre la MIP et à la mise en place d'un mécanisme permettant ces calculs.

CONCLUSION

31. Jusqu'à présent, nous sommes satisfaits de la façon dont se déroule le projet. Nous sommes encore en phase d'apprentissage et de nombreuses modifications seront apportées au questionnaire au fur et à mesure que nous acquerrons de l'expérience. Nous sommes toujours préoccupés par les délais de réponse des entreprises. Pour l'heure, ils sont compris entre une minute et plusieurs semaines. Nous ne pouvons nous satisfaire d'une situation dans laquelle l'entreprise est obligée de faire appel à des consultants extérieurs pour interroger sa propre base de données. Le dialogue avec les fabricants de logiciels pourrait nous aider à y remédier.

32. Enfin, tous les pays qui seraient intéressés par cette démarche sont cordialement invités à se mettre en rapport avec l'ONS. Nous sommes convaincus d'avoir trouvé un moyen pratique et surtout abordable de recueillir des données sur le stock de capital.

ANNEXE

Enquête sur les actifs fixes

Veillez nous fournir des détails concernant vos actifs fixes au 31 décembre 1998, pour les catégories suivantes :

Terrains

Bâtiments

Installations et équipements

Véhicules

Logiciels

Vous trouverez tous les renseignements concernant ces actifs dans votre registre des éléments d'actif. Tous les actifs qui figurent sur votre registre doivent être pris en compte dans votre réponse, même s'ils ont été entièrement amortis.

Ce que nous devons savoir

Leur date d'acquisition. Si les actifs ont été réévalués, la date de leur réévaluation.

Le coût original ou, s'il a été réévalué, la valeur assignée aux actifs à la date de la réévaluation. La valeur indiquée doit comprendre la TVA non déductible mais non la TVA déductible.

(*Note* : Il importe que vous ne nous fournissiez aucune valeur après amortissement; nous n'avons besoin que des coûts historiques ou des nouvelles valeurs assignées aux actifs.)

Comment nous envoyer vos informations

Vous trouverez ci-joint une disquette garantie sans virus sur laquelle vous pourrez nous adresser votre réponse. Les données doivent, si possible, être copiées au format ASCII.

Si vous éprouvez des difficultés techniques pour obtenir le format désiré, veuillez vous mettre en rapport avec la personne dont le nom figure sur l'en-tête du présent formulaire.

Dans quel format retourner les données

Les options désirées sont énoncées ci-après. Veuillez noter que la première option a notre préférence; en cas de difficulté, vous pouvez vous conformer à l'une des deux autres options.

Option 1

Vos données doivent être classées par année d'acquisition, pour chaque catégorie d'actif. À l'intérieur de chaque catégorie d'actif, il convient d'indiquer pour chaque année d'acquisition (ou de réévaluation) le sous-total des coûts historiques (ou des valeurs assignées après réévaluation). Si le système que vous utilisez pour tenir votre registre des éléments d'actif est adapté pour établir ce type de document, il n'est pas nécessaire que votre réponse reprenne chaque entrée. Les sous-totaux pour chaque année sont suffisants.

Reportez-vous à l'exemple qui figure ci-après :

BÂTIMENTS	SOUS-TOTAL POUR 1982	£ 400 000
	SOUS-TOTAL POUR 1983	£ 600 000
	etc.	
INSTALLATIONS & MACHINES	SOUS-TOTAL POUR 1982	£ 80 000
	SOUS-TOTAL POUR 1983	£ 60 000
	etc.	
VÉHICULES	SOUS-TOTAL POUR 1991	£ 3 000
	SOUS-TOTAL POUR 1992	£ 4 000
	etc.	
LOGICIELS	SOUS-TOTAL POUR 1995	£ 2 000
	SOUS-TOTAL POUR 1996	£ 2 500
	etc.	

Option 2

Identique à l'option 1, mais avec chaque entrée imprimée, comme illustré ci-après.

BÂTIMENTS		COÛT
DESCRIPTION	DATE D'ACQUISITION	D'ACQUISITION
BÂTIMENT 1	1/1/82	£ 100 000
BATIMENT 2	1/7/82	£ 200 000
BATIMENT 3	1/10/82	£ 100 000
etc.		
	SOUS-TOTAL POUR 1982	£ 400 000
	etc.	

Option 3

Si le système que vous utilisez pour tenir votre registre des éléments d'actif ne vous permet pas de vous conformer à l'une des deux formules proposées ci-dessus, le registre devrait être trié par catégorie d'actif et, si possible, nous être envoyé dans son intégralité sur disquette. Si cela est impossible, veuillez vous mettre en rapport avec nous.

Actifs à inclure

Sous les rubriques précitées, vous devez inscrire les actifs suivants :

1. Tous les actifs détenus aux termes d'un crédit-bail ou d'un contrat de location-vente.
2. Sous la rubrique des logiciels, vous ne devez inclure que les achats importants de logiciels que vous inscririez normalement à l'actif et les principaux coûts supportés pour développer des logiciels au sein de l'entreprise. Si vous n'inscrivez pas à l'actif vos logiciels (achetés ou développés au sein de votre entreprise), veuillez nous en informer par téléphone.
3. Investissements immobiliers : si ces actifs ne figurent pas dans votre registre principal, mais sont comptabilisés à part, ils devront faire l'objet d'un rapport supplémentaire et s'accompagner des coûts historiques et des années d'acquisition.

Actifs à exclure

1. Les actifs détenus à l'étranger.
2. Les actifs détenus dans le cadre de contrats de location-exploitation.

Autres renseignements

1. Quel est le nom du logiciel que vous utilisez pour tenir votre registre des éléments d'actif ?
2. Combien de temps vous a-t-il fallu pour remplir ce questionnaire ?
3. Veuillez formuler vos éventuelles observations dans la case ci-dessous prévue à cet effet.
